

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime  
et des Deux-Sèvres  
ZI de Saint-Liguaire  
4 rue Alfred Nobel  
79000 NIORT

Niort, le 19/12/25

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SENITA LOGISTICS**

Les pierrailleuses  
79270 Saint-Symphorien

Références : 0007201661/2025-407  
Code AIOT : 0007201661

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2025 dans l'établissement SENITA LOGISTICS implanté LES PIERRAILLEUSES 79270 Saint-Symphorien. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SENITA LOGISTICS
- LES PIERRAILLEUSES 79270 Saint-Symphorien
- Code AIOT : 0007201661
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Senita Logistics, exploite un entrepôt de produits phytosanitaires qui a été autorisé en 1996. Une

extension du site a été autorisée en 2018. Les nouvelles installations comportent trois cellules de stockage de produit chimiques dont des inflammables ainsi qu'une cellule de stockage de produits classés 1510 uniquement, deux quais de chargement / déchargement, un local d'accueil sécurisé pour les chauffeurs, un local de charges et un local PCEx en cas de déclenchement POI/PPI ainsi que deux bâches incendie complémentaires de 250m<sup>3</sup> et 340 m<sup>3</sup>. L'extension est en service depuis décembre 2020.

Le site relève du régime de l'autorisation et est classé établissement Seveso Seuil Haut par dépassement direct de seuils. L'ensemble des prescriptions a été validé par l'arrêté préfectoral autoportant n° 6010 du 9 novembre 2018.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Bassin de confinement des eaux incendie - caractéristiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
9	Mesure de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 09/11/2018, article 7.5.8	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été données(s)	Autre information
1	Disponibilité et étanchéité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	/	Sans objet
3	POI	Code de l'environnement du 20/11/2025, article R515-100	/	Sans objet
4	POI	Code de l'environnement du 20/11/2025, article R515-100	/	Sans objet
5	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
6	MMR	Arrêté Préfectoral du 09/11/2018, article 7.5.8	/	Sans objet
7	Défaillances	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.5	/	Sans objet
8	Bilan Annuel SGS	Arrêté Préfectoral du 09/11/2018, article 7.5.8	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection liée au plan pluriannuel de contrôle a permis de relever deux écarts, l'un est en lien avec une modification future du bassin de confinement des eaux incendie et l'autre avec le test d'une mesure de maîtrise des risques. Un arrêté de mise en demeure relatif au premier écart est proposé par l'inspection des installations classées.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Disponibilité et étanchéité des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Disponibilité et étanchéité des rétentions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 23/07/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.</p> <p>Constat du 23/07/2024</p> <p>Les rétentions constituées par encaissement des cellules sont toujours disponibles.</p> <p>Le bassin de rétention des eaux incendie par lequel transitent les eaux pluviales l'est aussi puisque la vanne d'isolement demeure toujours ouverte.</p> <p>Visuellement, le bassin est en bon état, l'exploitant indique qu'un sous-traitant réalise sa maintenance tous les ans au mois d'août.</p> <p>L'inspecteur indique que le dispositif d'isolement du bassin de rétention ne respecte pas la prescription de l'article 25-II. La vanne de sectionnement demeure ouverte par défaut et se ferme en cas de déclenchement de l'alarme incendie, ceci constitue un écart puisque le dispositif d'isolement doit être maintenu fermé.</p>
<b>Constats :</b> <p>Le jour de l'inspection du 21 novembre 2025, l'exploitant indique que la vanne d'isolement du bassin de rétention de 300 m<sup>3</sup> se trouve toujours en position fermée. Il précise qu'il ne possède pas de procédure particulière de fermeture dans la mesure où cette dernière se trouve en position fermée et que la gestion de la vanne est encadrée par le POI. Il ajoute que seul le personnel du site est voué à actionner la vanne et qu'il est entraîné pour cela via la réalisation d'exercices POI.</p> <p>L'actionnement de la vanne peut être automatique ou manuelle. L'équipement de sectionnement</p>

est asservi à la détection incendie mais peut être actionnée par deux autres moyens :

- via le bouton de sectionnement se trouvant dans le PCEx,
- via le volant présent sur la vanne.

Sur le terrain, l'ouvrage est repéré par un panneau au niveau du bassin de rétention et figure sur le plan des installations.

L'exploitant ajoute que la vanne se trouve aussi sur le plan Éta-Ré qu'il présente en séance.

Selon l'exploitant, la gestion du creux du bassin de rétention se fait tous les jours lors des passages du responsable de site.

L'inspection a constaté lors de la visite que le bassin était vide et propre et que l'indicateur de position de la vanne se trouvant dans le PCEx était sur la position fermée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Bassin de confinement des eaux incendie - caractéristiques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26

**Thème(s) :** Risques accidentels, Bassin de confinement des eaux incendie

### Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

### Prescription contrôlée :

Les installations comportant des stockages de produits très toxiques ou toxiques visés par l'une ou plusieurs des rubriques nos 4707, 4708, 4711, 4712, 4717, 4723, 4724, 4726, 4728, 4729, 4730, 4732, 4733 de la nomenclature des installations classées en quantité supérieure à 20 tonnes, des stockages de substances visées à l'annexe II de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé en quantité supérieure à 200 tonnes sont équipées d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent.

Ce bassin ou le dispositif équivalent mentionné ci-dessus est dimensionné pour pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.

Pour les sites autorisés après le 1er janvier 2012, ce bassin ou ce dispositif équivalent :

- est implanté hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/ m<sup>2</sup> identifiées dans l'étude de dangers,

ou ; - est constitué de matériaux résistant aux effets générés par les accidents identifiés dans l'étude de dangers et susceptibles de conduire à son emploi.

Le volume de ce bassin ou de ce dispositif équivalent est déterminé au vu de l'étude de dangers.

En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m<sup>3</sup>/ tonne de produits visés au premier alinéa de cet article et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.

Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin ou de ce dispositif équivalent sont disposés pour pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

Constat du 23/07/2024

L'exploitant a calculé le volume de rétention de la cellule n°1 (qui contient des liquides inflammables) en tenant compte du bassin de confinement des eaux incendie. Le bassin constitue donc une rétention déportée au regard de la cellule n°1.

En cas de débordement de la rétention de la cellule n°1, les eaux d'extinction sont susceptibles de s'écouler vers le bassin de rétention des eaux incendie. Ce dernier n'est pas en mesure d'accueillir des liquides enflammés puisqu'il est constitué de matériau fusible.

En l'état, le bassin de confinement n'est pas résistant aux effets générés par les accidents identifiés dans l'étude de dangers.

L'exploitant ajoute qu'il doit, au regard de la réglementation « liquides inflammables », augmenter sa capacité de rétention de la cellule n°1. Pour cela, il projette de multiplier par 2 la capacité de son bassin de rétention des eaux incendie (capacité actuelle : 300 m<sup>3</sup> / capacité future : 600 m<sup>3</sup>) et le raccorder à la cellule n°1 en tant que rétention déportée avec ajout d'une canalisation compatible (béton) et d'un regard coupe-feu. La capacité de rétention interne de la cellule n°1 verrait son volume diminuer de 25 % du fait de l'installation de déversoirs à 75 % de la hauteur du creux de la rétention actuelle.

En séance, l'exploitant indique que les réflexions sont en cours depuis 2023 et transmet le devis daté du 04/08/2023 pour un montant de 55 000 euros.

**Constats :**

En séance, l'exploitant indique vouloir modifier son bassin de confinement à l'horizon 2026 pour accueillir les eaux d'extinction des cellules C1 et C2.

À ce jour, la DREAL n'a pas reçu de porter à connaissance de modification de l'installation.

L'inspection indique que le nouveau bassin devra être correctement dimensionné et que les réseaux de drainage devront résister aux effets générés par les accidents identifiés dans l'étude de dangers.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Au regard de la non réalisation des travaux permettant d'augmenter la capacité de rétention des cellules de stockage de liquides inflammables pour lesquels l'exploitant dispose d'un devis daté du 4 août 2023, l'inspection des installations classées propose un arrêté de mise en demeure.

L'exploitant doit également transmettre un porter à connaissance de modification avec tous les éléments d'appréciation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure

**Proposition de délais :** 2 mois



**N° 3 : POI**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 20/11/2025, article R515-100
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, mise à jour
<b>Prescription contrôlée :</b> Ce plan est établi avant la mise en service. Il est mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.
<b>Constats :</b> Par courrier du 23 juillet 2025, l'exploitant a fait parvenir à la DREAL son document POI dans sa version 15. La version 14 est datée de juillet 2023 et la version 13 de décembre 2021.  La fréquence de mise à jour triennale est respectée.  En séance l'exploitant ajoute qu'une version 16 est en cours de rédaction. La partie « premiers prélèvements environnementaux » déjà présente dans la version 15 du document sera mise à jour suite à la contractualisation de l'analyse d'air avec la société SOCOTEC et l'analyse des sols avec la société ANTEA. Par courriel du 24/11/2025, l'exploitant a transmis le contrat SOCOTEC signé en date du 13 février 2025 ainsi que le contrat ANTEA signé en date du 17 juillet 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : POI**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 20/11/2025, article R515-100
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exercice périodique
<b>Prescription contrôlée :</b> Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an.
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, l'exploitant présente les rapports d'exercice POI des trois dernières années :  L'exercice POI du 18 juin 2025 porte sur le déversement accidentel supérieur à 100L. Cet exercice a permis de valider la fiche réflexe « déversement » et d'effectuer la formation continue du personnel. Par courriel du 24/11/2025, l'exploitant a transmis la fiche réflexe FR -TS-002, qui précise que toute perte de confinement d'un produit portant un pictogramme « toxicité aiguë » / « dangereux pour la santé » ou toute perte de confinement d'un volume supérieur à 100L d'un produit classé CLP implique le déclenchement du POI.  L'exercice POI du 4 juin 2024 porte sur l'incendie de la cellule C3. Cet exercice a permis de valider le transfert de compétence suite à la filialisation de la société DE-SANGOSSE au profit de SENITA Logistics et d'effectuer les tests d'alerte auprès de la société SOCOTEC.  L'inspecteur note que la fréquence annuelle de réalisation des exercices POI est respectée. Les thèmes sont adaptés chaque année de façon à évaluer l'autonomie et former le personnel aux

scenarios décrits dans l'étude de dangers.  
Les rapports font apparaître les points forts ainsi que les axes d'amélioration.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : État des matières stockées**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

**Thème(s) :** Risques accidentels, État des matières stockées

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

**Constats :**

En séance, l'exploitant indique que l'entreprise utilise un outil informatisé de gestion des stocks (SAP) associé à l'application « reflex » ainsi qu'un outil de visualisation.

Le système met à jour l'état des stocks 3 fois par jour à 10h, 15h et 18h.

Lors de la troisième mise à jour, une extraction est faite et transférée sur toutes les boites mail des cadres de l'entreprise ainsi que sur une boîte mail générique (hébergeur différent).

Chaque article est lié à une fiche détaillant la composition de la substance et son conditionnement. La fiche article est reliée automatiquement à la fiche de données de sécurité du produit.

Le stockage dans l'entrepôt est lié aux mentions de danger de chacun des produits.

Un produit sans fiche article ne peut donc être stocké dans l'entrepôt.

L'exploitant ajoute qu'il n'est pas rare que des produits repartent en cas de mauvais étiquetage.

**Voir en partie confidentielle.**

**Type de suites proposées :** Sans suite



**N° 6 : MMR**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/11/2018, article 7.5.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste
<b>Prescription contrôlée :</b> Les Mesures de Maîtrise des Risques (MMR), au sens de la réglementation, qui interviennent dans la cotation en probabilité et en gravité des phénomènes dangereux dont les effets sortent ou pourraient sortir des limites du site doivent apparaître clairement dans une liste établie et tenue à jour par l'exploitant. Cette liste identifie clairement les MMR relatives aux phénomènes dangereux exclus du PPRT. Ces mesures peuvent être techniques ou organisationnelles, actives ou passives et résultent des études de dangers. Dans le cas de chaîne de sécurité, la mesure couvre l'ensemble des matériels composant la chaîne.
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté la liste MMR (ENR-SS-021) qui détaille la liste de Mesures de Maîtrise des Risques ainsi que les fonctions de sécurité auxquelles elles sont associées. La liste est datée d'août 2016 (version 05).  Le document ne fait pas état de mesures de maîtrise des risques (MMR) relative aux phénomènes dangereux exclus du PPRT puisqu'aucune exclusion n'est réalisée pour ce site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Défaillances**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suivi des défaillances
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ ou préventives nécessaires sont menées.  Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives.  Les défaillances sont des dysfonctionnements de nature à compromettre la fonction de sécurité d'une mesure de maîtrise des risques et à remettre en cause l'efficacité attendue, y compris de manière temporaire. Les anomalies sont des dysfonctionnements qui ne sont pas de nature à compromettre la fonction de sécurité de la mesure de maîtrise des risques ni à remettre en cause l'efficacité attendue (par exemple par effet d'une sécurité positive).
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique qu'il suit les défaillances selon le schéma décrit dans le Système de Gestion de la sécurité de l'entreprise. Ce point est réalisé selon l'application de la procédure P-TS-020 de

novembre 2025 (V12). La défaillance d'une MMR est considérée comme un incident, dans ce cas, les actions suivantes sont à réaliser :

- rédaction d'une fiche de dysfonctionnement,
- information du HSE,
- mise en place d'actions « palliatives » et « curatives »,
- information des « autorités » (DREAL, SDIS, Assurance),
- renseigner l'ENR-QHS2E-006.

L'exploitant précise que la procédure P-TS-020 de novembre 2025 (V12) est en cours de mise à jour, la partie liée à la télédéclaration des incidents y sera ajoutée.

Par courriel du 24 novembre 2025, l'exploitant a transmis l'ENR-QHS2E-006 qui détaille le bilan des indisponibilités des MMR à la suite d'incident, de presque accident, d'accident ou de travaux.

**Voir en partie confidentielle.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : Bilan Annuel SGS

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/11/2018, article 7.5.8

**Thème(s) :** Risques accidentels, Analyse de mise en oeuvre des MMR

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant intègre, dans le bilan annuel SGS, une analyse globale de la mise en oeuvre des mesures de maîtrise des risques identifiées dans l'étude de dangers.

**Constats :**

Le bilan Annuel des Mesures de Maîtrise des Risques est effectué lors de la revue de direction. L'exploitant a présenté en séance le compte rendu de la revue de direction de 2024. Le bilan fait état d'une non-conformité sur une porte coupe feu n'impliquant pas l'indisponibilité de la barrière.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Mesure de maîtrise des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/11/2018, article 7.5.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, MMR
<b>Prescription contrôlée :</b>  Mise en œuvre d'une mesure de maîtrise des risques.
<b>Constats :</b>  La description du fonctionnement de la mesure de maîtrise des risques (MMR) faite par l'exploitant en séance est conforme aux informations contenues dans l'étude de dangers. L'inspection a permis de s'assurer de l'efficacité, de la réalisation des tests, de la maintenance et du niveau de confiance de la MMR contrôlée.  <b>Voir en partie confidentielle.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet le justificatif de maintenance et de fonctionnement de son système de détection incendie permettant le déclenchement de la MMR contrôlée (cf partie confidentielle).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois